



L'ALIÉNÉ

JUIN 2020 - N° 2

Bulletin d'informations du Bourbonnais et internationales
diffusion à participation libre = coût 20 centimes

**Vous trouverez
dans ce numéro**

Page 1 - EDITO

**Page 2 - Les Bordo, une
appartenance illusoire ?**

**Page 3 - « Pourtant que la montagne
est belle »**

Page 4 - De quoi ont-ils peur ?

**Page 5 - Mots croisés - Radio
coquelicot**

**Page 6 - Extrémisme, populisme et
complotiste**

**Page 7 - Histoire méconnue du
peuple Gitan à Auschwitz !**

Page 8 - Notes de lecture n°2

Contact : laliene03@riseup.net



EDITO

Les gestes « barrière » et nous ?!

Nous voilà rendu au numéro 2 de l'Aliéné, bien que par ces temps de déconfinement les relations sociales sont contraintes, nous parions sur l'avenir et réitérons une sortie papier de ce bulletin d'information.

Le premier numéro expliquait sur quelle histoire nous nous basions pour poursuivre l'aventure commencée sur le département par des copains dans les années 1970, (pour celles et ceux qui voudraient lire le n°1, ils nous en restent quelques numéros).

Alors que la pénurie a été institutionnalisée depuis des décennies par la marchandisation de la société dans son

ensemble. Le pouvoir a mis à profit cette pénurie pour conforter son contrôle social.

Auto-confinement et gestes « barrière » sont devenus les limites des nos liens sociaux. La peur est dans presque toutes les têtes. Cette peur qui nous fait renoncer au peu de liberté qu'ils nous restent. Après les lois liberticides « anti-terroristes » qui sont passées dans le droit commun, sans que cela insupporte la grande majorité des citoyens. Nous voilà affublés d'un nouvel état d'urgence, mais cette fois sanitaire. Le gouvernement ne pouvait pas rêver mieux pour mettre fin aux mouvements sociaux, avec le consentement de tous.

Mais qu'elle est cette peur ? Ben, celle de notre propre mort, celle de nos proches. Là est notre problème. Alors que la marche forcée du genre humain pour ce qui concerne l'occident, nous fait oublier que notre fin est inévitable.

La peur de notre mort, va être réorientée vers la peur de la mort de « notre économie nationale ». Ce qui va permettre au gouvernement de poursuivre son entreprise de destruction de pans entiers de nos conquies sociaux. La peur de notre mort sociale, autrement appelée perte d'emploi, va favoriser l'acceptabilité des misères à venir. Nous pouvons craindre qu'une majorité d'entre nous, seront contraints, de se plier à l'impératif économique déjà mis en marche par une partie des instances sociétales, certains partis politiques, certaines confédérations syndicales, les « grands » médias et naturellement les dirigeants d'entreprises avec leurs suppôts du gouvernement.

Mais tout n'est pas perdu, car ces mois passés, nous ont montré que la solidarité a trouvée de nouvelles façons de s'exprimer. L'incurie du gouvernement voulue ou supposée dans la gestion de cette pandémie, a permis à un grand nombre de personnes d'entrevoir qu'il était possible de s'organiser entre nous. Le fonctionnement essentiel de la société est apparu de façon claire, les gens de rien, les invisibles, les sans dents, ont été à même d'apporter à l'ensemble de la société les biens et services nécessaires à notre survie.

Nous avons pu constater où était l'indispensable et le superflu propre à nos sociétés de consommation. Celles et ceux qui étaient utiles et celles et ceux qui ne l'étaient pas. Nous avons pu nous conforter sur l'idée que l'auto-organisation, la solidarité, l'entre-aide étaient possibles et que tous cela étaient insupportable à tous les défenseurs de l'individualisation de notre société marchandisée.

Sous couvert de crise sanitaire, les pouvoirs en place en ont profité pour gérer la crise économique qui n'allait pas manquée d'éclater dans les mois, voir les années à venir. Cette crise économique que nous préférons appelée restructuration du capital. Cette guerre de classe, par la recherche de toujours plus de taux de profit pour les entreprises, a amené les gouvernements à débloquer des sommes d'argent considérables sous le prétexte du soutien à l'économie, voyons là plutôt une béquille pour la classe capitaliste, avec comme slogan "privatisation des profits et socialisation des pertes", car ne nous trompons pas, la manne financière sortie du chapeau qui manquait, il y a seulement 3 mois, ne sera pas pour le bien commun, mais bien pour renflouer la classe des exploiteurs.

La misère qui nous est annoncée, est déjà inscrite dans les décrets promulgués pendant le confinement, style 60 heures de travail hebdomadaire. Mais là n'est qu'un début, la remise en cause des RTT, des congés payés, les diminutions des salaires, la fermeture d'hôpitaux, de classes, de services publics, l'annonce de licenciements, l'augmentation du chômage, toutes ces choses annoncées prépare "l'opinion publique" à leurs acceptations, en référence à "la socialisation des pertes". Le confinement a permis pour le pouvoir d'évaluer l'acceptabilité sociale des mesures sanitaires liberticides sur l'ensemble de la population.

Les jours et les mois à venir seront déterminants, pourrons-nous inverser ce qui nous pend au nez ? Prendrons-nous conscience que seule l'auto-organisation collective de nos vies est à même de nous sortir de ce mauvais pas ? La suite nous le dira ?!

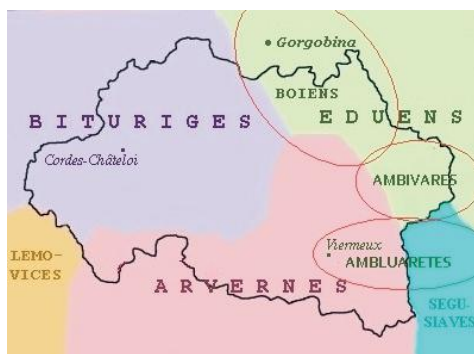
Pour le collectif

Les BORDO, une appartenance illusoire ?

Petite histoire partielle et rapide du Bourbonnais.

Selon des sources autorisées, Bordo viendrait du nom d'un dieu celte guérisseur associé à l'eau, compréhensif si nous considérons que Bourbon l'Archambault est le cœur du bourbonnais et aussi une ville de cure thermique. Les cartes et les quelques informations de ce paragraphe sont issues du site : <http://micbourbonnais.free.fr/histo.htm>. Voilà, nous rendons à César ce qui appartient à César, comme dans la chanson, euh non ! Comme dit le dicton. Euh encore raté, notre oreillette autorisée nous dit que c'est une parole de l'évangile.

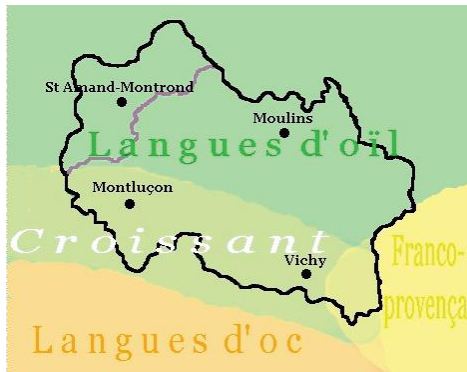
L'invasion, des tribus celtes à partir du 5ème siècle avant Jésus christ sur le territoire des Gaules, vient se superposer avec les habitants à demeure depuis au moins le néolithique. Comme nous pouvons l'observer sur la carte, les diverses tribus celtes peuplant le territoire de l'actuel département de l'Allier sont multiples, mais n'oublions pas que ces peuplades sont déjà le reflet, soit d'un croisement, soit d'un vivre ensemble, avec celles et ceux occupants ces contrées.



Mais revenons à la carte, trois grandes tribus y figurent, les Bituriges Cubis (Berrichons), les Eduens (Bourguignons), les Arvernes (Auvergnats). Donc la fumeuse cohésion des territoires est une notion erronée, tout pareillement la notion de patrie et de pays. *(Pour la petite histoire, question de faire l'intelligent, un deuxième peuple, Bituriges "visisques", est déplacé dans la région de Bordeaux par les Romains, d'autres disent que leur déplacement serait dû à l'étroitesse du*

territoire de la tribu, face au nombre important d'individus le peuplant).

D'autre part, selon la même source, trois langues se seraient partagées le département, la langue d'oïl dans le nord, la langue d'oc dans le sud, le franco-provençal à l'est, avec une particularité appelée par les linguistes "croissant" un entre deux, mélange entre oïl et oc (voir la carte).



Cela se retrouve aussi sur l'ensemble de la "nation française", avec une multitude de langues et autres "patois". Le ménage sera fait, par la 3ème république celle qui suivra l'abdication de Napoléon III et pourfendeuse de la commune de Paris en 1871, avec comme arme l'école publique interdisant les langues et autres "patois" n'étant pas le français. L'esprit revancharde et patriotique après la défaite de la guerre de 1870 sur la Prusse, apporta la misère aux petits élèves, Bretons, Basques, Corses et à tous ceux qui s'exprimaient en "patois", car pour la revanche, il était nécessaire d'avoir une classe d'âge capable de comprendre les ordres de l'état major dictés en français et d'avoir l'illusion de faire partie d'une même patrie avec des intérêts communs. Bien loin de la pensée d'Anatole France : *"On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels"*. Publié dans le journal l'Humanité du 18 juillet 1922.

Donc, que comprendre à tout cela ?

Tout d'abord, la notion de territoire pourrait être vraie pour les gens nés en ce lieu, si la notion de propriété privée était hors de propos et remplacée par la notion d'usage collectif. Mais que viennent faire ces notions dans la compréhension des para-

graphes ci-dessus ? Ce que nous avons lu ci-avant, est que le concept d'appartenance est toute relative. Et si l'idée de propriété privée est présente dans ce chapitre en opposition avec celle d'usage collectif, c'est que ces deux idées aboutissent à deux conceptions fortes différentes de société. La propriété privée est inscrite dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen dès 1789, puis confirmée dans la constitution de 1791, suivie de la loi du partage du 5 juin 1793 qui entérinera le remplacement du droit coutumier appelé "biens communaux" au profit de la propriété privée. Les biens communaux étaient, comme son nom l'indique, du domaine de la commune pour un usage collectif. Donc ce qui découle de ces deux systèmes, le premier défendu par la classe bourgeoise et le second par la classe des gens de rien. La classe bourgeoise étendra la propriété à celle des moyens de production, mais cela est une autre histoire.

Mais revenons au Bordo ou bourbonnais. Tant que nous resterons sur l'idée d'appartenance à une localité, un département, une région ou bien à un Etat-nation, nous serons leurrés par ceux-là qui ont intérêts à nous maintenir dans cet état d'esprit. Si nous mettons des frontières à nos solidarités entre gens de rien, nous participons au maintien des chaînes tenues par ceux qui nous exploitent. Car sachons-le, la propriété privée et par extension celle des moyens de production, n'a pas de frontières. Car la classe bourgeoise n'a cure de l'égalité gravée sur les fronts des bâtiments de sa république, seuls compte pour elle, les taux de profits que pourra leur procurer notre travail.

Alors oui, appartenance bourbonnaise, mais pas avant celle de notre classe sociale !

« Pourtant que la montagne est belle »

Jean Ferrat

Les montagnes sont des réservoirs d'eau naturels du fait de leur enneigement. Les Alpes sont le réservoir le plus fiable du fait de leur hauteur. Les Pyrénées sont médian. Le Massif Central est médiocre voire moins dans le futur, ses montagnes ne sont pas assez hautes pour assurer un enneigement constant chaque hiver avec le changement climatique. La sécheresse naît généralement en hiver. Cependant, la sécheresse actuelle de l'Est de l'Europe est dû à la pluviométrie trop faible du printemps (10% de la pluviométrie habituelle) mais les nappes phréatiques ont pu se recharger cet hiver. Dans le futur, nous aurons plutôt à nous inquiéter du Grand ouest de la France car le Massif Central est son principal fournisseur naturel en eau douce. Il est temps de s'inquiéter de la capacité de résilience en eau avant même la résilience industrielle car quelque soit votre industrie (capitaliste ou non), elle vaudra des nèfles s'il n'y a pas suffisamment d'eau potable.

Dans le contexte du confinement et de l'état d'urgence sanitaire, le 8 avril 2020, la ZAD (zone à défendre) de la dune de Brétignolles sur Mer a été évacuée sur ordre du préfet. Le même jour, le gouvernement émettait un décret dérogatoire permettant aux préfets de passer outre les normes (écologiques, entre autres), lois et enquêtes d'utilité publique. Cette ZAD défendait une zone humide de 14 hectares et la nappe phréatique d'eau douce qui se trouve en dessous, les deux étant menacées par un projet de marina. Détruire une nappe phréatique d'eau douce en Vendée alors que la fourniture en eau par le Massif Central est incertaine dans le futur, démontre la courte vue du gouvernement.

Qu'en est-il de l'Allier ? Selon le rapport du SAGE du bassin versant de l'Allier (voir ci-dessous) sa fourniture en eau (60% de l'eau potable de la population locale) est suffisante mais fragile. Le rapport pointe du doigt les pollutions actuelles, domestiques et agricoles mais n'anticipe pas sur la dangerosité des projets industriels fu-

turs sur le département pour l'intégrité de l'eau. Quelque part, on s'interdit d'anticiper. Nous allons donc le faire à leur place.

- Le projet de sylviculture industrielle menace les nappes phréatiques épargnées par l'agriculture intensive.
- La géothermie industrielle risque de modifier les cours d'eau souterrains.
- le bétonnage des sols dû aux champs d'éoliennes industriels peut gêner la pénétration des sols par l'eau.
- Les risques de fuite des décharges industrielles peuvent polluer l'eau.

Dans les numéros qui vont suivre, nous avons l'intention d'aborder des sujets concernant des projets sur le département de l'Allier. Eolien, géothermie profonde, mine de métaux rares, nucléaire, usine photovoltaïque, ferme industrielle et la forêt.

Rapport du SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau)

Problématiques de gestion de la ressource en eau

Une ressource en eau potable suffisante mais fragile

La rivière Allier et sa nappe d'accompagnement constituent la principale ressource en eau potable de la population mais celle-ci est particulièrement vulnérable aux pollutions accidentelles et diffuses.

La pollution par les nitrates de la nappe liée au développement des cultures intensives justifie le classement d'une partie du val d'Allier en zone vulnérable.

Par ailleurs, l'enfoncement du lit de l'Allier engendre une baisse de productivité des captages d'eau potable implantés dans le val. Ces derniers peuvent constituer un obstacle à l'érosion latérale et donc à la libre divagation de la rivière.

Enfin, l'insuffisance d'interconnexions entre les unités de production d'eau potable ne permet pas d'assurer de façon suffisante la sécurité d'alimentation en eau potable les populations.

Une qualité des eaux de surface à améliorer

Dans la plaine alluviale, la qualité de l'eau de l'Allier et de ces affluents reste encore affectée par des rejets domestiques et industriels, cependant d'importants travaux ont été réalisés en terme d'assainissement des eaux usées

par différentes collectivités (Vichy, Clermont-Ferrand...). L'activité agricole et les recalibrages accentuent la dégradation de la qualité de l'eau des affluents de la plaine.

Les têtes de bassin versant ont des eaux de bonne qualité mais sont sensibles aux pollutions diffuses.

Un espace alluvial d'une grande richesse mais menacé

La rivière Allier se caractérise par une mobilité latérale localement importante et qui conditionne la qualité et la richesse de l'espace alluvial et de sa nappe d'accompagnement.

Se traduisant par un enfoncement du lit de la rivière, la perturbation de cette dynamique fluviale par les extractions de granulats et les enrochements a engendré différents désordres:

- abaissement des nappes phréatiques et baisse de productivité des captages d'eau potable,
- déconnexion de bras mort,
- banalisation de la végétation alluviale et réduction de la section d'écoulement,
- déchaussement d'ouvrages d'art...

Les mesures de préservation et de gestion de l'espace alluvial sont parfois mal comprises par les riverains qui peuvent voir leurs terres emportées par la rivière...



Par ailleurs, l'avenir des anciennes gravières situées en lit majeur constitue une problématique : la rivière en diva-

gant peut « capturer » ces anciennes gravières qui sont de véritables pièges à sédiments.

>> Anciennes gravières dans le val d'Allier (Photo : LN-CEPA-JS)

Pour tout savoir sur la dynamique fluviale de la rivière Allier et plus (hydrologie, flore et faune, atteintes...) : www.riviere-allier.com (site réalisé dans le cadre du programme LOIRE NATURE).

Des étiages sévères pour les affluents de Limagne

Autrefois très sévères, les étiages de l'Allier sont à présent soutenus par la retenue de Naussac située dans le Haut-Allier. Cette retenue de 190 millions de m³ garantit en période d'étiage un débit de 6 m³ à Vieille-Brioude (limite amont du périmètre du SAGE).

Cependant les affluents de l'Allier peuvent présenter une faiblesse des étiages notamment dans la plaine de la Limagne. Cette situation est aggravée par les prélèvements agricoles et peut nécessiter la mise en place de mesures de restriction.

De quoi ont-ils peur ?

On a vu durant cette crise la solidarité pallier aux défaillances de l'État. Cependant, loin de s'en enorgueillir, l'État français interdit de fait cette solida-

On peut dire des masques et des visières qu'il s'agit du retour de la logique de profit et de marché, sacré pour les néolibéraux. Mais au delà de ça, la solidarité s'exprimant toujours contre la logique de marché que ce soit

Marché solidaire à Montreuil (93)



rité sous toutes ses formes.

Tout d'abord, les distribution alimentaire interdites ⁽¹⁾ lors du confinement par la police sous prétexte de non respect des gestes barrières que ce soit à Montreuil, Marseille ou ailleurs. La police étant le bras armé de l'État, il ne s'agit pas d'une erreur puisque ordre du préfet.

Ensuite, la disqualification par renforcement des normes des masques fabriquées par des couturières professionnelles bénévoles ⁽²⁾ et la suppression de la gratuité des masques par un vote à l'assemblée, une fois que devint possible la reprise en main de la crise par l'État et le marché.

Enfin, la disqualification par les normes des visières faites bénévolement, la qualification de concurrence déloyale de leur don ou de leur vente à prix coûtant et de travail déguisé de leur fabrication ⁽³⁾, une fois que devint possible la reprise en main de la crise par l'État et le marché.

la solidarité offensive (la grève) ou charitable (la distribution de nourriture), il y a une petite peur politique que la population prenne conscience de sa capacité autonome. La raison économique est la logique de marché mais la raison politique est la peur de l'autonomie de la population vis à vis de l'État.

(1,2,3) : Coordination des luttes et Cerveaux non disponibles sur Facebook)

Collectifs à Lons-le-Saunier JURA



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									■	
2						■				
3					■					
4	■			■		■				
5		■								■
6			■			■				■
7						■				
8							■			
9								■		
10				■					■	

Horizontalement :

1 secte qui a réussi, 2 valeur d'échange - mal de dent, 3 aide à réfléchir - berger, 4 travail d'école - voûte céleste, 5 lettre grecque, 6 fleuve russe - pour accord - école à vomir, 7 guerre allemande - divin marquis, 8 anciennes eaux - article défini, 9 équipement de transfert de colis - donc appris, 10 baie japonaise - goutte au nez

Verticalement :

A sortie intempestive -se joue avec une raquette, B monopole décisionnel - talents, C moche - cavité naturelle, D sur les cartes - tombe du ciel, E terre - utilisées, F soleil anglais, G prophéties - gai participe, H on lui préfère le terme fédéral, I bombes à main, J concret - dieu gaulois

Horizontalement :
 1 religion, 2 otage, 3 tain - rage, 4 TD - père, 5 epsilon, 6 ob - ENA, 7 Krieg - sade, 8 aigues - les, 9 routeur - su, 10 ise - snif

Verticalement :
 A rot - jokari, B Etat - brios, C laide - igne, D IGN - pleut, E ge - nasagées, F sun, G oracles - ri, H national, I grenades, J réel - esus



RADIO COQUELICOT
 1, rue du Rio Goulet
 03450 EBREUIL

Radio Coquelicot est une radio locale associative (Catégorie A) qui émet 24H/24 et 7J/7 sur 99 FM depuis Mars 2006.

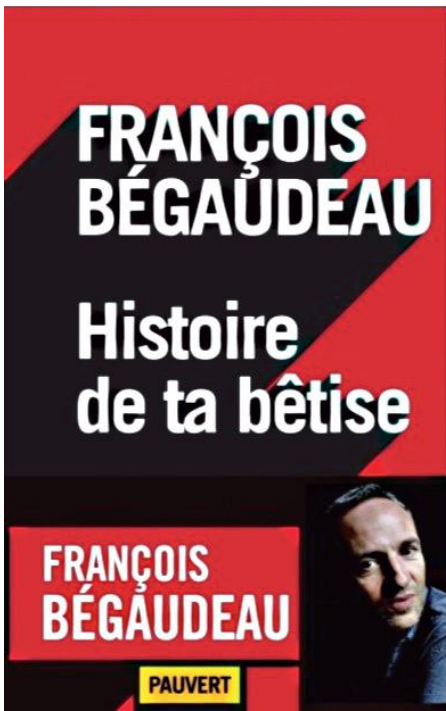
Nous vous proposons des émissions quotidiennes accompagnées d'une programmation musicale **éclectique** :
 Chanson Française, Variétés, Musique du Monde, Soul, Funk, Jazz, Blues, Jazz Manouche, Musique Classique, Pop, Folk, Reggae, Dub, Hip Hop, Indie, Rock, Alternative, Electro & Bass music.

Mais aussi une playlist **100% régionale** pour vous faire découvrir les groupes de musiques actuelles auvergnats.

Ces trois mots dont l'usage abusif est critiqueable: extrémisme, populisme et complotisme

Certains notables prétendent qu'ils sont modérés et qu'ils défendent la démocratie en condamnant les extrêmes, le populisme et en dénonçant le complotisme. Sauf que ce qu'ils défendent n'a rien de modéré, Macron le démontre tous les jours ; et qu'ils ne sont pas démocrates, tout au plus néolibéraux.

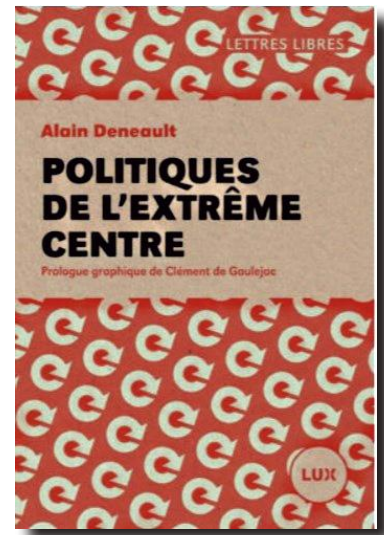
En condamnant les extrêmes, vous favorisez une convergence vers le centre de l'hémicycle. On a ainsi vu le parti socialiste adopté le discours libéral. En quoi cela est-il démocratique ? C'est garantir par avance le pouvoir au centre et l'élection ne serait qu'une mascarade renforcée. Elle l'est par nature puisque, déjà, pour Montesquieu, l'élection est aristocratique (elle favorise le notable, la bourgeoisie bien placée) tandis que le tirage au sort est démocratique. Mais en condamnant par avance les « extrêmes », Le centre de l'hémicycle n'a, alors, paradoxalement aucune raison d'être modéré.



et consorts ! Les aspirations de la population peuvent être bonnes ou mauvaises, elles nécessitent le débat pour pouvoir être tranchées, jugées, adoptées ou non, or en condamnant par avance ces aspirations, vous interdisez le débat. On peut se méfier éventuellement de la volonté populaire mais la mépriser est périlleux car c'est l'obliger à défier le pouvoir. Le pouvoir devient alors un provocateur.

En dénonçant le complotisme, vous condamnez généralement la fantasmagorie d'une certaine extrême droite mais vous gênez aussi ceux qui dénoncent honnêtement les malveillances de la classe dirigeante. L'histoire regorge de complots plus ou moins réussis. L'inventeur du moteur de son nom Diesel est probablement mort d'un complot d'État allemand, ce dernier ne voulait pas qu'il aille développer son moteur révolutionnaire en Angleterre à la veille de la guerre 1914-1918. Condamner par avance tout complotisme handicape les lanceurs d'alerte éven-

tuels. Cela n'aide en rien la démocratie. Les syndicalistes et autres lanceurs d'alerte passent leur temps à dénoncer les lobbies, affaires et autres complots. Leur rôle est nécessaire. Les gênez, c'est interdire la conscience de l'intérêt commun bien compris sans laquelle la société humaine se corromprait excessivement... le lanceur d'alerte est un modérateur, de fait.



L'usage abusif de ces mots (extrémisme, populisme et complotisme) permet à la classe dirigeante de converger vers un consensus, de disqualifier un éventuel concurrent et de se prémunir contre l'accusation. Autrement dit, la classe dirigeante fait faisceau pendant que le reste de la population est en dissensus, ce qui explique la longévité d'une même politique depuis 40 ou 50 ans malgré la valse des étiquettes.

L'extrême centre existe, Macron en est une illustration. Vous pouvez vous référer au philosophe contemporain québécois Alain Denault (Politiques de l'extrême centre, éd. Lux) pour vous en convaincre. Pour notre part, nous rappellerons tout simplement qu'Adolphe Thiers le massacreur de la Commune était au centre de l'échiquier politique de l'époque, preuve que le centre n'a jamais été modéré.

La démocratie n'est qu'un espoir au sein de la population à l'heure actuelle. Beaucoup confondent la démocratie avec le fait de voter or le vote n'est qu'une modalité technique. Dans ce cas, la différence entre les démocraties occidentales et la Russie soviétique n'est qu'une question d'échelon car le secrétaire du parti communiste était élu par ses membres. Par contre, si vous prenez la liberté d'expression... c'est un critère plus critique, voire un principe essentiel.

Beaucoup condamnent l'abstention sous prétexte que nos prédécesseurs se sont battus pour obtenir le droit de vote. Mais ces gens là se sont aussi battus pour la liberté d'expression et l'abstention en fait partie ! Le droit de vote sans liberté d'expression n'est qu'un plébiscite pour futur dictateur. De plus, la caractéristique actuelle de nos démocraties représentatives est que la classe dirigeante fait faisceau et l'expression « élection piège à cons » n'a jamais été aussi vraie !

Aussi, si vous ne comprenez toujours pas qu'une majorité des inscrits français se sont abstenus lors du deuxième tour de la présidentielle de 2017, alors que généralement l'abstention est faible au second tour. Macron n'a été élu qu'avec 18% des inscrits. Nous vous conseillons, sous peine de mourir bête, de lire l'ouvrage de Bégaudeau (Histoire de ta bêtise, éd. Pauvert).

Histoire méconnue du peuple Gitan à Auschwitz !

Apparemment, il semble que le déni de génocide ainsi que le racisme soient des vases communicants. Un groupe ethnique dont le génocide continue à être nié, se cultive par un certain racisme. Réciproquement, la reconnaissance d'un génocide pourrait commencer sa guérison dans la société aidant ainsi à venir à bout du racisme. L'holocauste gitan s'appelle le « porajmos » (destruction) en rrom, c'est une partie de l'histoire qui n'est pas simplement oubliée, mais tout simplement niée.



Roms et Sinti (Mannouches) dans le camp d'Auschwitz

Peu de choses se savent à propos des détails de cet Holocauste. Il y a que quelques livres à propos de cela, et très peu de recherche historique. Quoi qu'il en soit, des moments oubliés de l'holocauste gitan méritent pourtant un souvenir. Les gitans n'ont pas toujours joués un rôle de victimes pendant cette extermination. Que c'est-il passé le 16 Mai 1944 dans le camp d'extermination d'Auschwitz II-Birkenau, section BIIe soit disant appelé (Zigeuner Lager). « le camp tsigane » ?

Un Certain nombre de personnes gitanes ont été transportées dans l'enfer d'Auschwitz par les nazis et n'ont pas été gazées immédiatement dès leur arrivée. Elles ont été logées dans le Zigeuner Lager. BIIe , un camp mixte, incluant enfants, hommes et femmes emprisonnés tous ensemble. Les prisonniers gitans étaient contraints aux travaux forcés, réduits en esclavages, obser-

vés et soumis à des essais médicaux ainsi qu' à des tortures.

Le Dr Josef Mengélé , Waffen SS psychopathe complètement sadique connu comme « l'ange de la mort », choisit des gitans, pour la plupart des enfants, pour des expérimentations des plus perverses. La nuit du 2 au 3 août 1944, tous les prisonniers du camp, sans exception, ont été assassinés dans les chambres à gaz. L'histoire officielle ne garde que le 2 août comme jour de commémoration de l'holocauste tsigane. Mais les Nazis voulaient fermer le camp BIIe et tuer les prisonniers gitans dans les chambres à gaz bien plus tôt que cela, le 16 Mai 1944. A cette période il y avait plus de 6000 personnes enfermées dans ce camp.

Le 15 Mai, un mouvement de résistance souterrain, prévenu du plan des nazis du lendemain, organise la résistance. Le matin du 16 Mai, aucun prisonniers gitans ne se présentent à l'appel quotidien du matin, cessant alors toute coopération avec les gardes SS. Avant de se barricader dans leurs cabanes, ils fracturent la porte d'entrée au dépôt du matériel et s'arment de marteaux, pelles, pioches, démontent le campement et avec construisent des barricades. Les enfants récupèrent des cailloux. Quand les SS entrent dans le camp tard l'après midi pour venir chercher les rroms pour les emme-

ner aux chambres à gaz, ils commencent à se battre pour leurs survies. Les gitans se battent à mort, enfants, hommes et femmes, tous se battent ensemble. Auschwitz n'avait jamais connu ce genre de situation jusqu' à présent et ne le connaîtra d'ailleurs pas après non plus. Surpris, les SS ont perdu un grand nombre d'hommes. Cet échec de ne pas avoir réussi à anticiper ce mouvement de résistance les inquiètes, ils pourraient perdre plus d'hommes et le soulèvement pourrait se propager dans les autres camps d'Auschwitz, ils se retirent du camp BIIe.

Aucun gitan ne meurt en chambre à gaz ce jour là. Suite à cela, les nazis décident alors d'affamer les prisonniers du BIIe. Le 23 Mai 1944, les nazis déplacent les 1500 prisonniers Roms, les plus combattifs à Auschwitz I, beaucoup d'entre eux seront envoyés au camp de Buchenwald. Le 25 Mai 1944, 82 Roms hommes ont été transférés au camp de Flossenbourg et 144 jeunes femmes ont été envoyées au camp de Ravensbrück. Moins de 3000 prisonniers tziganes restent alors dans le camp d'Auschwitz au BIIe essentiellement des familles, la plupart d'entre eux sont des enfants. Le 2 août 1944, les nazis les ont gazés dans les chambres V, cela malgré leur résistance et leur lutte de la nuit précédente.

Gloire et honneur aux héros de la résistance gitanes !

#opreroma #resistance



Italie - Manifestation de Roms et de Sinti, commémorant le génocide du peuple Gitan

Les pirates des Lumières ou la véritable histoire de Libertalia

(éd. Libertalia, 2019, 228 p.)

David Graeber nous offre à travers ce livre une perle qui, je l'espère, emmerdera les universalistes doctrinaires occidentaux jusqu'aux communautaristes racialisés qui font trop souvent du racisme inversé. En effet ce livre parle des utopies pirates qui servent de références à la pensée universelle des Lumières. N'oublions pas que l'utopie pirate est l'un des mythes fondateurs de l'idéal démocratique.

Après avoir trier le vrai du faux parmi les « royaumes » pirates, l'auteur isole deux utopies ayant réellement existé sur l'île de Madagascar. La première périra de ses excès esclavagistes, la deuxième sera égalitaire.

David Graeber accorde un rôle aux indigènes, égal à celui des pirates, là où jusqu'ici on n'accordait qu'un rôle aux seuls pirates. Dans l'alchimie des rapports entre pi-

rates et indigènes, les femmes malgaches joueront un rôle pivot, ces dernières sont en quête d'autonomie et voient immédiatement l'intérêt de l'arrivée des pirates.

Pour résumer, les pirates reproduisent leur démocratie marine sur terre, les indigènes poussent à l'égalitarisme, les femmes s'émancipent...

De fait, David Graeber décolonise cette référence universelle. Il nous offre la possibilité d'un universalisme épuré de ses scories de domination occidentale en nous rappelant le rôle des indigènes dans un des mythes fondateur de la pensée universelle.

Cependant, ce n'est pas le premier à avoir ce type de propos, l'économiste et philosophe indien Amartya Sen réfute lui aussi dans *La démocratie des autres* (éd. Payot, 2005) l'idée que la démocratie serait un concept purement occidental puisqu'on retrouve des traces de démocratie villageoise dans toutes les civilisations.

Non, l'exclusivité occidentale n'est pas la démocratie comme idéal mais l'invention du capitalisme comme sor-dide réalité.



Communisme, socialisme et marxisme retour sur le Manifeste du parti communiste

(Marx, Engels, 1848)



Le communisme d'avant Marx est la conscience que les libertés individuelles dépendent des libertés collectives. Autrement dit, votre liberté individuelle dépend matériellement des acquis sociaux pour pouvoir s'exprimer et les acquis sociaux ne peuvent être défendus et justifiés que par l'exercice collectif des libertés individuelles. Par exemple, en France, la liberté individuelle des femmes dépend de la Sécurité sociale (pour l'accès à la contraception) et l'exercice collectif de cette liberté

justifie et défend en partie la Sécurité sociale.

Le socialisme est la volonté de socialiser (collectiviser) les moyens de production. Il s'agit d'abolir les classes sociales dans le rapport de production, ce qui, théoriquement accroît l'émancipation sociale tant collective qu'individuelle. Ce serait l'aboutissement de la lutte des classes.

La lutte des classes ne peut avoir lieu que s'il y a conscience des intérêts antagoniques dans le rapport de production entre prolétariat et bourgeoisie, nous dit Marx. Cette conscience ne peut être pleinement exprimé de fait que par l'exercice de la liberté d'expression or Marx la qualifie de bourgeoisie par ailleurs.

Le marxisme, du moins ce qu'on appelle vulgairement marxisme, est la vision d'une phase socialiste où, en passant par l'État, on collectivise les moyens de production (étatisation des moyens de production) pour aboutir au communisme intégral où l'État disparaît (socialisation des moyens de production).

Le Manifeste du parti communiste est en fait trompeur puis qu'il résume de fait le communisme au socialisme mais cela peut se justifier au vu des définitions antécédentes. Par contre, passer par l'État pour imposer le socialisme n'est pas justifié et peut être contre-productif. L'État étant par définition un monopole décisionnel (d'une classe bourgeoise ou bureaucratique, sur une autre classe) disposant du monopole de la violence légitime, il ne peut être socialiser sans être dissous de facto. D'autre part, la tendance de Marx à mépriser les libertés individuelles comme étant bourgeoises, ce dont hérita le marxisme, est contre-productive. Sans l'exercice de ces libertés politiques et sociales, la population se trouve amoindri pour défendre ses acquis sociaux. C'est donc compter sur la bienveillance de l'État envers la population, or pour survivre, ce dernier

ne le sera pas.

Il ne s'agit pas de rejeter Marx mais d'en admettre la contribution dans sa limite critique et en fait, Marx n'a pas pire ennemi que le marxiste vulgaire qui s'est contenté de lire le Manifeste du parti communiste. Or l'œuvre magistrale de Marx est *Le Capital* (1885) qui fut résumé par l'anarchiste Cafiero (*L'abrégé du Capital*, éd. Le chien rouge). Marx finira par dire qu'il n'est pas marxiste en voyant ceux de son époque qui se réclamaient de lui. Il a écrit le Manifeste dans sa jeunesse, ce ne peut être une œuvre accomplie.

